

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-crise-en-Bolivie-fait-reflechir-le-Conne-sud-sur-sa-carte-energetique-region-al>

La crise en Bolivie fait réfléchir le Conne sud sur sa carte énergétique régional

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Jean-Michel Bezat

[Le Monde](#) Paris, le 10 juin 2005

[Leer otro punto de vista en español](#)

La deuxième "guerre du gaz", après celle d'octobre 2003, est engagée en Bolivie, et elle risque de plonger le pays le plus pauvre d'Amérique latine dans le chaos économique. La loi sur les hydrocarbures promulguée le 19 mai, qui prévoit une hausse des taxes payées par les compagnies internationales exploitant le pétrole et le gaz boliviens (18 % de royalties et 32 % d'impôts), puis la démission du président Carlos Mesa ont créé une incertitude peu propice aux affaires - résumée ainsi dans une étude de la banque Merrill Lynch : "La Bolivie plonge la tête la première dans une piscine en béton."

Il est vrai que la libéralisation de l'économie et la rente gazière n'ont guère profité à la majorité des 7 millions de Boliviens. Les mouvements protestataires jugent que le peuple a été spolié par des "transnationales" et réclament la nationalisation des hydrocarbures, la recréation d'une compagnie nationale pour exploiter ces ressources et l'affectation des revenus à des dépenses sociales.

Vingt-six compagnies étrangères détiennent actuellement quelque 70 contrats pour un investissement de 3 milliards de dollars dans les champs gaziers boliviens, notamment Repsol (Espagne), Petrobras (Brésil), ExxonMobil (Etats-Unis), Total (France), Pluspetrol (Argentine) ou British Gaz (Grande-Bretagne).

Mais l'histoire montre que les expropriations ont coûté cher au pays, comme en 1952 pour l'indemnisation des "barons de l'étain", ou en 1970 pour solder le départ de la Gulf Oil. Repsol a fait savoir qu'elle défendrait les intérêts de ses actionnaires, tandis que Total, qui n'exploite que deux gisements (18 000 barils d'équivalent pétrole par jour) et en explore quatre autres, se refuse à tout commentaire. Mais l'Etat n'aurait pas les moyens d'indemniser les multinationales, pas plus que d'investir dans l'exploration-production des richesses du sous-sol bolivien.

ENCLAVEMENT

La "guerre du gaz" a surtout des retombées régionales. Cette ressource aurait pu être un facteur d'intégration économique. Le président du Venezuela, Hugo Chavez, plaide pour un Petrosur, qui permettrait de coordonner les politiques énergétiques du Venezuela, du Brésil et de l'Argentine. Le nationalisme pétrolier [1] risque de l'emporter sur une stratégie énergétique sud-américaine qui aurait illustré [2], selon M. Chavez, une nouvelle "révolution bolivarienne". La crise a entraîné la suspension de certains investissements dans ce pays andin, redessiné la carte des approvisionnements et tendu les relations entre plusieurs pays voisins. [3]

Le Brésil est le moins touché, ses approvisionnements étant diversifiés, notamment dans la production hydraulique. Mais Petrobras a relancé ses prospections d'hydrocarbures au large de ses côtes. La crise menace davantage l'Argentine, très dépendante du gaz où la demande d'énergie tirée par la croissance augmente trois fois plus vite que la production. [4]

Buenos Aires, qui s'inquiète du financement (1 milliard de dollars [5]) du gazoduc venant de Bolivie, a relancé son projet de pipeline de la Patagonie vers le nord du pays. Ces derniers mois, l'Argentine a réduit, et parfois interrompu, ses livraisons de gaz à Santiago -au grand dam des industriels chiliens -pour satisfaire sa propre demande. L'hiver austral approchant, le président argentin, Nestor Kirchner, a dû lancer une campagne d'économies d'énergie -avec de fortes hausses de tarifs au-delà d'une certaine consommation. A moins de six mois des élections législatives du

23 octobre, il joue en partie son avenir politique sur cette crise énergétique.

La crise bolivienne a aussi des retombées au Chili. Depuis la guerre du Pacifique (1879-1883), qui l'a privée de débouché maritime, la Bolivie souffre de son enclavement dans la cordillère des Andes. Elle a conditionné toute coopération avec le Chili à l'obtention d'un accès à la mer, notamment pour ses exportations d'hydrocarbures. Sans succès, jusqu'à présent.

"Les compagnies étrangères ont bien envisagé la construction d'un gazoduc vers le Chili, mais le projet n'a pas abouti en raison du différend opposant les deux pays", analyse un expert pétrolier. Et le Chili a préféré relancer son projet de gazoduc depuis le Pérou tout en préparant la construction d'un terminal méthanier. [6]

Post-scriptum :

Notes de El Correo :

[1] contre le nationalisme d'exploitations étrangères : France, Brésil, Espagne, etc. El Correo

[2] Rien n'est moins sur, parce le besoin du marché est démesuré, donc, le marché s'adaptera à la nouvelle donne. El Correo

[3] Rien de grave. Les hydrocarbures sont toujours à l'abri de râpasses sous terre. El Correo

[4] L'aberration de la dépendance de l'Argentine au gaz bolivien est parce que sa propre production, 30% moins chère, est vendue directement par les multinationales au Chili, laissant le gaz d'importation, plus chère, pour le marché interne. El Correo

[5] A charge de l'Argentine et au profit des compagnies exportatrices étrangères. El Correo

[6] Aux bénéfice des exportations vers les Etats Unis. El Correo